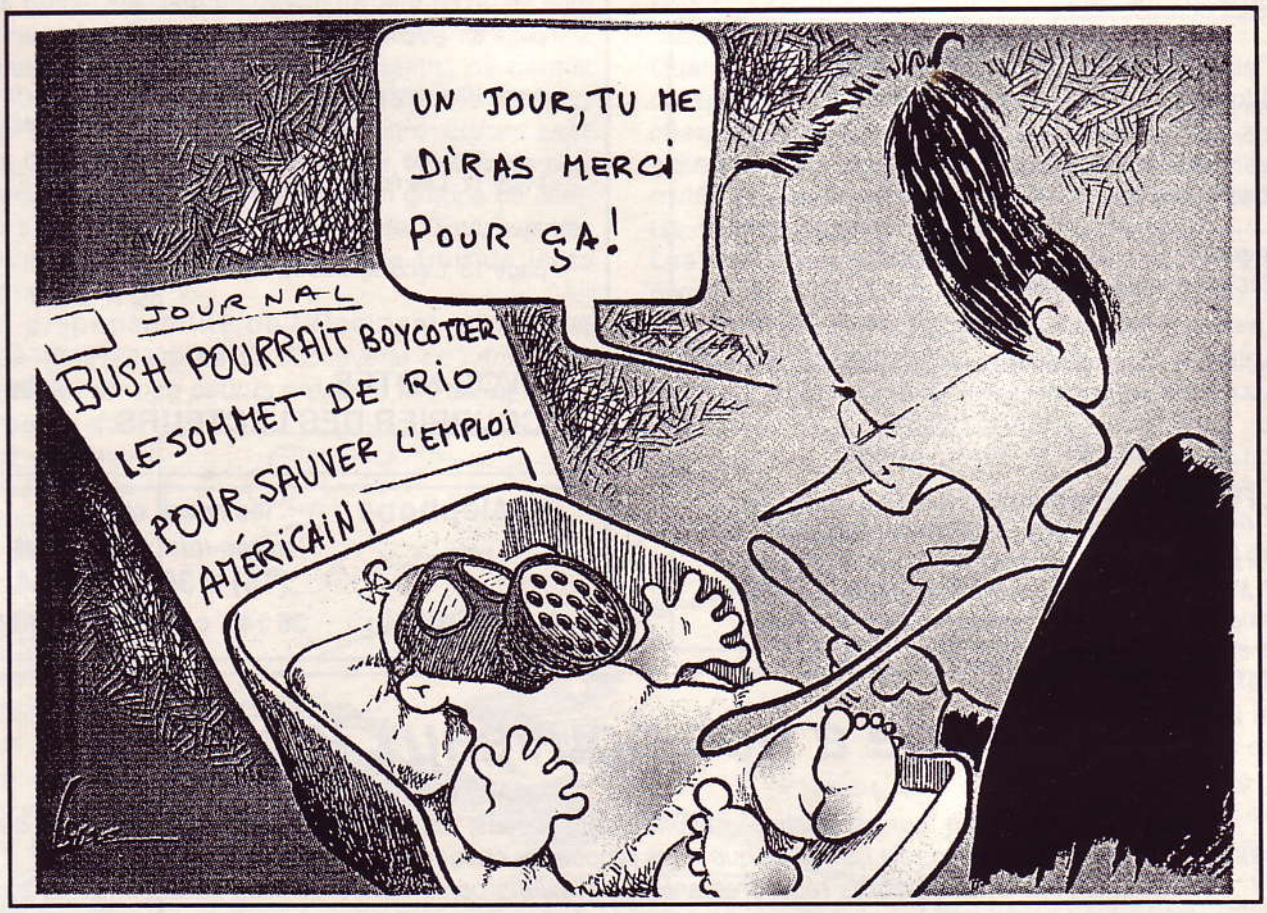
M 1669 - N° 912 - 12 F - juin 1992 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



d'après un dessin de Chan Lowe paru dans le journal Sun Sentinel de Fort-Lauderdale

M 1669 - 912 - 12,00 F

AU SOMMAIRE DE CE N° 912 :

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

* **ÉDITORIAL :**

page 3 Evolution? par M-L Duboin

* **ACTUALITÉ :**

page 5 Vous avez dit social ? par A.Prime

page 6 A propos du chômage

page 7 Lu,vu,entendu

page 11 Le vrai drame de Furiani par H.Muller

* **RÉFLEXIONS :**

page 4 Vers une saine économie par A.Chantraine

page 8 L'économie à l'Est par R.Marlin

page 10 Psychologie du conservatisme (3) par P.Herdner

page 11 Les écologistes et l'économique par H.Muller

page 13 L'ecologie ou le capitalisme par A.Lavie

* **BLOC-NOTES** page 12
* **COURRIER DES LECTEURS :** page 15

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement,
(16) 1 30 71 58 04
Minitel : **36 14 code CHEZ*REIN.**

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

_____

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F,franco) aux lecteurs intéressés.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

Evolution ?

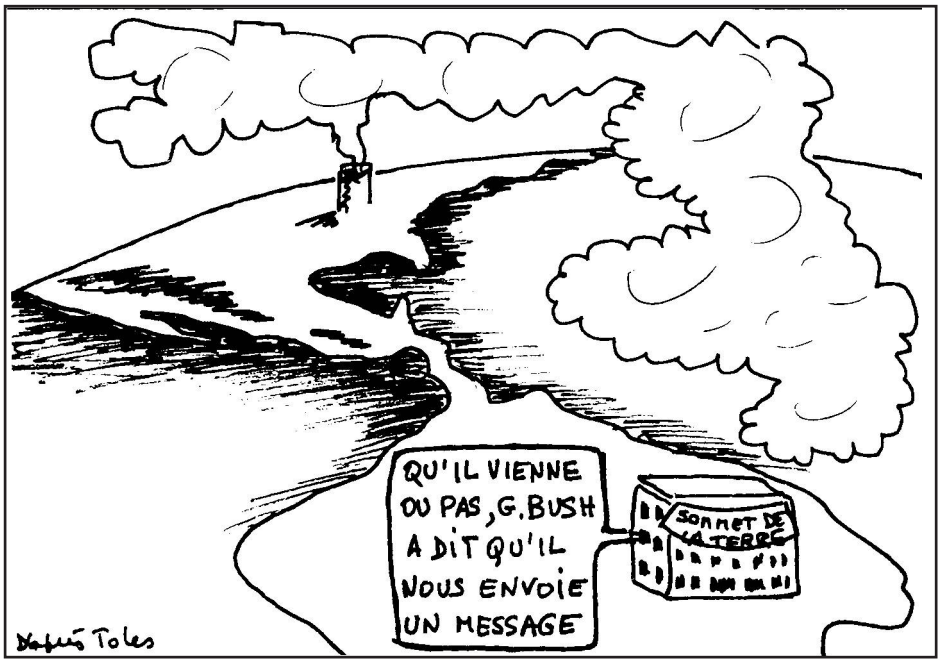
par Marie-Louise Duboin

Pour quelque raison que ce soit, les politiciens semblent enfin mettre dans leurs réflexions communes, sinon dans leurs actes, un certain souci de l'environnement. L'importance de deux événements d'actualité en témoigne.

Rio

C'est d'abord, au plan mondial, le Premier Sommet de la Terre à Rio-de-Janeiro, le mois prochain. Hélas, malgré l'urgence dont témoigne la dégradation constatée de l'environnement sur notre planète, le frein que mettent les Etats-Unis, leur mauvaise foi, leur façon de vouloir faire payer le tiers-monde plutôt que renoncer à quelques mauvaises habitudes de nantis, ne permet pas d'être optimiste en augurant quelque décision plus efficace que la création de diverses commissions sans moyen. Cela ne nous empêche pas de soutenir les propositions récemment exprimées par un groupe de chercheurs indépendants réunis au sein de *"Transversales Science Culture"*. Résumons ici le fruit de leurs réflexions :

Sur la responsabilité de l'Occident : *«Pour le 500ème anniversaire de sa découverte de l'Amérique, l'Occident s'interroge pour la première fois sur la justification de son histoire de vainqueur. Nous ne mésestimons pas son rôle moteur ; mais nous en avons la conviction raisonnée : c'est l'Occident qui porte la principale responsabilité du désordre écologique et social de ce monde et c'est lui qui dispose des moyens matériels d'y porter remède. C'est à lui d'assumer cette responsabilité en concentrant le plus clair de son énergie, de son désir, et de son savoir, non plus à l'accroissement sans fin de ses propres pouvoirs, mais à la recherche de l'équilibre dans les rapports entre les humains, et dans leurs rapports avec la Nature à leur portée. Il s'agit là d'une reconversion sans précédent dans notre histoire... Certes le modèle occidental fascine toujours ceux qui par le monde, quelles que soient leurs appartenances ethniques, sociales et culturelles, rêvent de pouvoir. Mais le discours sur les droits de l'homme et sur l'accès de tous au marché, ne nourrit pas ceux qui meurent de faim...1992 est aussi l'année où l'écologie scientifique, en devenant globale, passe au premier plan de l'intérêt public.... Les grands cycles bio-géochimiques qui contrôlent …l'habitabilité de la planète Terre pour l'Homo Sapiens, sont largement perturbés… Déjà inacceptable pour la biosphère, il n'est pas question que notre niveau de vie soit accessible aux autres habitants de la Terre.... Il ne reste à l'Occident qu'une seule voie : ralentir sa croissance pour favoriser leur développement.»*



Quatre constats majeurs : l'expansion continue des consommations d'énergie, l'explosion démographique chez les pauvres, le laminage des diversités biologiques et enfin l'accélération des pollutions et de l'accumulation des déchets dans un monde dont les capacités de régénération sont évidemment limitées.

Les noeuds conflictuels : les contradictions économiques, sociales et culturelles portent à leur paroxysme les conflits d'intérêts. Le marché mondial s'appuie sur des firmes à la fois multi et transnationales et se trouve ainsi dans une position hégémonique : le prix des matières premières, le cours des devises, les taux bancaires, les normes techniques, etc, sont entre leurs mains et les Etats s'en trouvent démunis. Ainsi la mondialisation creuse encore les inégalités entre les riches et les pauvres. D'un côté un milliard d'êtres humains au-dessous du seuil de pauvreté (selon la Banque Mondiale), de l'autre des privilégiés qui profitent des possibilités illimitées que la haute technologie met à leur disposition.

L'obsession de "La Croissance": l'économie occidentale est obsédée par *"La Croissance"*, considérée comme le seul moyen de vaincre le sous-emploi. Or cette obsession a des conséquences catastrophiques, d'autant que la performance des équipements techniques chasse la main-d'oeuvre de l'appareil productif.

Ainsi s'étendent, dans le contexte de la concurrence internationale pour conquérir des parts de marché, l'exclusion sociale, le sous-développement au sein même des pays industrialisés en même temps que la dégradation des milieux naturels. Alors que les surplus de productivité ne contribuent plus à l'amélioration des conditions de vie mais alimentent l'investissement générateur de nouveaux surplus. Cette course effrénée à *"La Croissance"* ne respecte ni les rythmes de reconstitution des ressources naturelles, ni la capacité de charge ou d'auto-épuration du milieu : elle porte finalement atteinte à l'intégrité physique, psychique, éthique de la personne humaine.

L'Occident porte la principale responsabilité du désordre actuel ethnocide, esclavage, colonisation puis ratissage des économies grâce aux lois du marché. Et il est le seul à disposer des moyens techniques et financiers pour réparer les torts envers la planète et ses habitants.

La dégradation écologique qu'entraîne la croissance à tout prix ne sera pas compensée par le marché de l'environnement : l'*"éco-business"*. Rio doit trouver une solution à ces problèmes vitaux que sont les défis accumulés par une augmentation trop forte de l'énergie des riches et par la démographie galopante des pauvres.

Trois priorités s'imposent : des rapports antérieurs avaient conclu à la nécessité d'imposer une croissance uniforme dans le monde de 3 % par an. Ils proposaient d'alléger le service de la dette des pays en développement, de mettre en place d'autres façons de coopérer avec eux, de leur donner accès à l'information, en particulier sur l'emploi de technologies propres et économes en énergie, de les aider à relever le défi urbain et à développer l'action éducative visant à la limitation des naissances.

Ces propositions, toujours valables, n'ont guère eu effet. Il faut maintenant instaurer deux politiques d'énergie. Pour les pays pauvres, une valorisation des énergies renouvelables, un effort immédiat pour que la cuisson d'aliments et la production d'eau chaude n'entraînent plus la déforestation, un soutien international d'envergure pour améliorer l'équipement industriel. Dans les pays riches, la réduction des consommations d'énergie, surtout les énergies fossiles, est une nécessité. Car *«on ne peut élever le niveau des pays pauvres sans limiter celui des riches»*. Il faut par exemple y plafonner les rejets de gaz carbonique dans l'atmosphère, malgré l'opposition des nantis. La Communauté Européenne avait proposé une taxation progressive à laquelle les Etats-Unis et le Japon se sont opposés. Ils préfèrent que soient réduites les émanations de méthane des rizières d'Asie ou de l'élevage indien.

«Le seul remède est une redistribution globale du capital et des moyens techniques accumulés par l'Occident». C'est l'enjeu décisif, comme le reconnait le rapport Goodland publié par l'UNESCO en 1990, qui conserve sa place au marché dans l'économie, mais limite *«l'extension sans frein de l'économie dite de marché»*. S'il n'a aucune chance d'être retenu à Rio, concluent les chercheurs de *"Transversales"*, il n'en reste pas moins l'impératif de l'après-Rio et il appartient aux décideurs conscients d'élaborer des systèmes alternatifs de comptabilité nationales et mondiales.

Inutile sans doute de dire ici que les distributistes appuient ces propositions. Il suffit de lire, par exemple, l'article ci-dessous page 13, d'A. Lavie.

P.A.C.

L'autre événement d'actualité concerne la politique agricole commune de l'Europe. Nous y reviendrons car les décisions récentes qui ont été prises à Bruxelles sont encore mal connues. Cependant les agriculteurs s'insurgent déjà contre elles. Il faudrait savoir s'ils défendent une politique libérale, qui implique que la loi du marché fait baisser les prix agricoles en raison de l'abondance de la production. Dans ce cas, leurs revenus et leur nombre sont amenés à baisser. Ou bien ils veulent une politique qui les aide à développer une agriculture de qualité dans un milieu préservé des abus et des rendements obtenus au détriment de l'environnement. Alors, ils acceptent, en une sorte de contrat civique, d'être subventionnés pour produire dans ces conditions.

Il est temps que cesse cette pratique selon laquelle, comme le disait J. Duboin, le cultivateur ensemence son champ, non pas pour faire du blé, dont on fera du pain, etc…, mais *pour faire de l'argent* ! Dans de telles conditions, tous les moyens sont bons !

Vers une saine économie

Mai 1981 !
Nous avions voté socialiste
Nous avions fait notre devoir
Car nous avions l'immense espoir
De voir s'établir la Justice.

Mai 1992 !
Onze années viennent de s'écouler
Plus personne en France n'est heureux
Et socialement c'est désastreux
Sauf pour l'ensemble des financiers.

Serions-nous en train de sombrer
Dans une absurde économie
Ce frein cruel à la vie
Qui rend esclave le monde entier?

Il est temps de changer la vie
Soyons toutes et tous motivés
Au revenu de citoyenneté
Pour transformer l'économie.

Albert Chantraine

Vous avez dit “social” ?

par André PRIME

Que les socialistes au gouvernement n’aient pu, prisonniers du pouvoir économique, réaliser leurs promesses, on pourrait à la rigueur le comprendre, sinon l’admettre. Mais qu’ils fassent ce que la droite aurait hésité à faire avec une forte opposition en face d’elle, des risques de grèves, etc..., montre à quel point, non seulement ils ont trahi leurs électeurs, mais jusqu’où va leur servitude.
Nous avons souvent, dans la Grande Relève, rappelé qu’ils ont été les premiers en 82/83 à désindexer augmentation des salaires et hausse des prix, *“pour sauver notre industrie”* bien sûr ! Et qui plus est, en libérant les prix. Jamais la droite n’avait osé le faire !

Autre chose. Dans la Grande Relève de juin 1988, nous écrivions *: «Il y a un point sur lequel nous attendons un gouvernement socialo-centriste : osera-t-il revenir sur l’autorisation de licenciements (supprimée par Chirac)? Ce sera un test : si de peur de faire des vagues, il maintient cet état de choses inique qui n’a rien donné pour l’emploi (Gattaz avait promis l’embauche de 383.000 personnes en contrepartie), c’est qu’une droite, type Barre, ou une gauche, type 1988, seront devenues bonnet blanc et blanc bonnet »*.
Or, la *“gauche”* de retour au pouvoir n’a rien changé.

***

Je m’apprêtais à *“faire un papier”* sur la décision prise récemment par le gouvernement de supprimer l’interdiction du travail de nuit des femmes dans le secteur industriel en dénonçant la convention 89 de l’OIT, vieille conquête sociale. Or, Yvette Roudy, député socialiste et maire, m’a devancé dans un article du Monde du 27 mars. Compte tenu du poids et de la qualité de son témoignage, je préfère en transcrire certains passages: *«Peut-on faire appel au principe d’égalité, valeur de progrès, pour justifier une décision qui, à l’évidence, répond à une logique avant tout libérale ? Telle est la question que l’on pose aujourd’hui, alors que le gouvernement, en s’appuyant sur une récente condamnation de la Cour de justice européenne, vient de décider, au nom de l’égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, de dénoncer la convention 89 de l’OIT.*
Le progrès technique ne peut se faire au détriment du progrès social, c’est là une conception de société. Faire du travail de nuit une activité ordinaire, le banaliser, c’est aller à l’encontre du progrès social. Il est étonnant que nous ne soyons pas plus nombreux à le dire aujourd’hui.
... Enfin, comment ne pas penser qu’une telle question mériterait d’être examinée à travers une réflexion plus globale et plus complète sur la réduction et l’aménagement du temps de travail ? La tâche est plus difficile, mais nous y gagnerions en clarté.
... Un gouvernement progressiste, en France, ne peut pas brader l’égalité entre les hommes et les femmes - qui fait partie de son identité - au nom de l’Europe, que l’on a connue plus ambitieuse. Ce serait renoncer à son éthique même ».
L’essentiel est dit. Soyons clairs : c’est l’Europe mercantile qui est en marche, pas la vraie, la grande Europe comme on essaie de nous le faire croire. Le ton est donné. Les conquêtes sociales, comme beaucoup le craignaient, seront *“tirées vers le bas”*. La sacro-sainte compétitivité oblige !
S’agissant du travail de nuit, on aurait pu comprendre qu’on cherche à amortir rapidement des machines vite périmées. Mais alors, que ce ne soit pas au bénéfice des seuls industriels. Que les travailleurs en profitent également : travail par roulement de 5-6 heures sans diminution du salaire, ou 4 jours x 8 heures.
Les femmes étant nombreuses sur les chaînes de montage de radios, téléviseurs, etc... le patronat européen a été conduit à s’entendre. Bravo l’Europe sociale ! Et vous avez bien lu Yvette Roudy :*« Le gouvernement... s’appuyant sur une récente condamnation de la cour de justice européenne...»*. En 1992, on croit rêver !

***

Dans le même ordre de lâcheté socialiste s’inscrit le projet sur la réforme de l’assurance vieillesse.

1. 42 ans au lieu de 37,5 seraient nécessaires pour avoir une retraite complète.

2. Le calcul de la retraite serait fait sur la base, non plus des dix meilleures années, mais sur 25, ce qui, dans l’ensemble, ne peut que faire baisser le montant des prestations.

Faudra-t-il vraiment balayer les socialistes aux législatives de 1993 plus radicalement encore qu’aux régionales de 1992, pour qu’ils comprennent ou, plus simplement, qu’ils cessent de nuire ? A condition de les remplacer par les nouvelles forces montantes.
Les socialistes ont institué la retraite à 60 ans (sans cela, il y a belle lurette que la barre des trois millions de chômeurs serait dépassée) ; ils veulent 80 % de bacheliers. Si on ajoute quatre ou cinq années d’études, il reste à peine 37 ans en moyenne d’activité. La contradiction est flagrante avec le projet Bianco. Bien sûr, on vit plus vieux et les retraites coûtent plus cher. Mais n’est-ce pas le sens du progrès ? Ne pourrait-on rogner sur les dépenses militaires plutôt que sur les conquêtes sociales ?

Décidément, il est temps que les socialistes aillent faire une cure d’opposition ou fassent place à d’autres, car ils ont perdu leur âme dans l’exercice du pouvoir.

à propos du chômage

Il coûte cher :

Dans la Grande Relève de février, nous avions avancé quelques chiffres sur ce sujet. Une étude nettement plus détaillée vient de paraitre dans le livre de Claude Quin *"Idées neuves pour une société en crise"* (aux éditions sociales) :

Le coût caché du chômage en France (année 1988)

Pour 2.563.000 chômeurs recensés officiellement :

1. Coût de la politique publique dite de l'emploi :

- Indemnisation du chômage	77,2 milliards de F.
- Préretraites	45,1 milliards de F.
- Mesures d'accompagnement des restructurations et formation continue correspondante des adultes	29,2 milliards de F.
- Formation des demandeurs d'emploi et insertionprofessionnelle des jeunes	26,7 milliards de F.
Total	178,2 milliards de F.

En 1980, pour 1.451.000 chômeurs, le coût de la même politique était de 64,7 milliards de F.

2. Manque à gagner pour la Sécurité Sociale :
(moins de cotisations, plus de prestations) évalué à 140 milliards de F.

100.000 chômeurs en moins, ce sont 5 à 6 milliards de francs de recettes pour la Sécurité Sociale.

3. Manque à gagner pour la fiscalité :

- direct	36 milliards de F.
- indirecte (TVA)	29 milliards de F.
Total	65 milliards de F.

Soit, pour ces trois aspects, **un total de 383,2 milliards de F.**

Rapporté au nombre de chômeurs, ce total situe le ***coût social annuel d'un chômeur à 149.500 F.***

mais il fait enfin réfléchir :

"Actuellement, une heure de travail produit 25 fois plus qu'en 1830". Telle est la constatation que souligne F. de Bondt dans le journal *"Sud-Ouest"* en commentant un livre de Xavier Patier, intitulé *"Pour en finir avec le travail"* et qui constate que *"la croissance crée l'emploi"* est un postulat faux.

(*transmis par C.Capeyron, Pyla-sur-Mer)*

***

"Nous nous trouvons confrontés à deux logiques contradictoires : l'une de production, qui a atteint son but, l'autre de consommation, qui n'a pas su élaborer ses méthodes." reprend Pierre Piganiol dont l'analyse dans *"Ouest-France"* semble écrite par un distributiste :*"...la logique de la production aboutit, si on la pousse à l'extrême, à la disparition du client solvable. Le système est en passe de se tuer lui-même... Il est un autre mythe à détruire, celui des cycles économiques, envisagés comme des lois naturelles, alors qu'ils ne font que traduire notre incapacité à maitriser un système économique complexe... Rechercher dans ces cycles l'explication de nos maux et une foi en un avenir meilleur relève de la politique de l'autruche. Et une croissance de 3,5 % l'an, c'est-à-dire un quadruplement de la production en moins de 40 ans, ne résoudra rien : où en seront les clients ?"*

(transmis par A. Frangeul, Angers)

***

"Après l'esclavage et le servage, c'est le salariat qui doit être dépassé" affirment de leur côté les promoteurs de l'association AIRE, Y. Bresson et H. Guitton.
On croirait relire J. Duboin !

Ils y viennent !

Perspectives

Le Crédit national vient de publier son enquête annuelle: la croissance de l'investissement physique en France a atteint 15 % en volume en 1990 et a reculé (-6,7%) en 1991. *«les effectifs sont en net repli…et la baisse continuerait cette année…Coûteux en termes d'emplois, ces ajustements de personnels mettent les grands groupes en bonne situation pour tirer parti de la reprise attendue…Les structures de bilan restent saines et l'endettement se réduirait cette année à 75% des fonds propres»* ajoute cette enquête.
En Allemagne, Volkswagen (N°1 de l'automobile en Europe, 4ème rang mondial) va supprimer 12.500 emplois en 5 ans, malgré une bonne tenue des ventes du groupe (12 % de plus que l'année précédente).
Toujours en Allemagne, le groupe de presse Axel Springer Verlag va supprimer 10% de ses emplois (surtout dans l'administration) pour réduire ses frais généraux de 16 %.

***

Et la culture?

Le Centre Galilée, sous la présidence du Professeur René Passet, organise régulièrement de fort intéressantes conférences, suivies de débats, sur des sujets d'actualité. Le sujet abordé le 13 mai dernier, était la détresse des professeurs, cherchant à dispenser une certaine culture dans un monde de compétitivité et de chômage. L'orateur, Alain Finkelkraut, lut un exposé très universitaire et qui témoignait d'un travail de philosophe défendant les humanités gréco-latines. Il sut bien dire que, dans ce monde capable de produire *"de plus en plus avec de moins en moins de main d'oeuvre"*, l'ère des loisirs, sans la culture, n'est que disneyworldisation. Ce qu'il ne dit pas, malheureusement, c'est comment ouvrir aux exclus de nos banlieues sans espoir l'horizon immense de la culture.
Ou, seulement, le goût de la lecture.

***

Rencontre avec

"Refondations"

Le 25 mars dernier, Léon Gilot, René. Marlin et André Prime ont été reçus, longuement, à leur demande, dans les bureaux de "Refondations", par Claude Quin, ancien conseiller municipal communiste de Paris, ancien président de la RATP et actuellement professeur d'économie à l'Ecole Nationale des Ponts-et-Chaussées.
Nous avons exposé à notre interlocuteur les principes de l'économie distributive et lui avons remis une documentation dont il a promis de prendre connaissance.
Les deux parties procèderont à un échange de publications et pourront accueillir des textes venant l'une de l'autre. Nous participerons aux réunions des commissions économiques de "Refondations".

La démocratie modèle

Le champion du Nouvel Ordre Mondial propose - au besoin par la force - aux peuples du monde son modèle de démocratie :
— **Armes** : plus de 200 millions recensés pour 254 millions d'habitants.
— **Meurtres** : 8,7 pour 100.000 habitants (72 à Washington, 26 à New-York), 21 pour 100.000 chez les jeunes de 15 à 24 ans en 1987, contre 1,4 en France.
— **Viols** : 207.000 (1 pour 1.000 habitants) en augmentation de 60 % en 1991 par rapport à 1990.
— **Social**. Prisons : 47 % des incarcérés sont noirs, 15% hispaniques (qui avec les noirs ne représentent que 21,5 % de la population). Le revenu d'une famille moyenne noire est inférieur de 42 % à celui d'une famille blanche moyenne. Les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté sont passées, entre 1989 et 1990, de 31,5 millions à 33,6 millions (15 % de la population). 47,5 % de ces pauvres sont noirs. (C'est sans doute pour cela qu'il y en a tant dans l'armée).37 millions d'Américains ayant un emploi pour la plupart n'ont aucune assistance médicale, celle-ci étant réservée aux pauvres et aux personnes âgées.
— **Analphabétisme** : 20 à 27 millions, soit 13 % de la population adulte.

(D'après le Monde du 21-4-92)

***

Mais on ne vit pas que de bouffe et de loisirs

Sous ce titre est paru dans *Globe* de février 1992 un article d'Edgar Morin dont voici un extrait :

«Personnellement je ne suis pas un philosophe et je n'ai aucune prétention intellectuelle. Je suis tout juste pragmatique et je me dis aussi qu'on ne peut pas vivre qu'avec le souci de l'équilibre budgétaire et pour beaucoup et plus encore avec le souci de savoir comment nous allons vivre le lendemain, en particulier sur le plan de la bouffe. Il faut dire que la grande majorité des gens qui nous disent ne pas "rechercher l'argent" sont tous déjà bien pourvus dans ce domaine. Comme je ne comprends pas nos spiritualistes de toute nature, à la recherche d'adeptes, qui pourtant méprisent notre société matérialiste (sur laquelle certes il y a beaucoup à dire sur l'aspect négatif). Tous les projets techniques ne sont pas positifs , comme tous les projets scientifiques.
Mais le fait de ne plus avoir de soucis du lendemain saurait nous amener à nous poser d'autres questions. Il y a aussi cette rivalité permanente entre les individus au point de nous éliminer, de nous neutraliser et même de nous éliminer physiquement.
Il n'y a jamais eu de la part de nos intellectuels ou de la part des spiritualistes d'effort de compréhension. L'individu d'aujourd'hui ne peut être que l'un ou l'autre.»

(Relevé par E.S., Toulouse)

L'économie à l'Est

par René MARLIN

Pourquoi pas l'économie distributive ?

Si l'économie distributive se présente comme un moyen terme entre ce qu'aurait pu être un véritable communisme et le capitalisme ultra-libéral, la tentation d'inciter les responsables de la CEI et des autres pays de l'Est à s'arrêter à mi-chemin dans leur retour vers le second régime pouvait paraître s'imposer. Outre que notre capacité d'intervention dans le processus en cours était trop faible, un autre motif essentiel nous a retenus.

L'une des raisons majeures de l'échec de la tentative communiste en Union soviétique tient à ce que l'ancienne Russie se trouvait, en 1917, dans un état de sous-développement manifeste. Les faibles capacités de production et donc de distribution ne pouvaient qu'entraîner le pays vers un régime autoritaire. L'existence d'une bureaucratie tentaculaire, les oppositions intérieures et extérieures, les guerres imposées à l'URSS dès son origine, l'habitude du servage encore récent ont poussé irrésistiblement le système vers le capitalisme d'Etat, la terreur, la dictature et la chûte finale.

Il est bien entendu que le socialisme ne peut s'instaurer que dans un ou plusieurs pays en situation d'abondance potentielle. Autrement la contrainte imposée par la rareté des produits s'opposera à la liberté des citoyens. Telle est bien la situation à l'Est aujourd'hui. Elle interdit le passage rapide au socialisme distributif. Le capitalisme, lui aussi, s'imposera dans la douleur sans s'exonérer des risques de dérives fascistes que l'on voit déjà poindre. Mais au moins est-ce cela sa véritable nature et nul ne s'étonnera des misères et des menaces de guerres civiles qui apparaîtront. La décompression qui a, inévitablement, accompagné la libération des peuples de l'Est, se traduit par un de ces mouvements de balancier dont l'Histoire est familière et qui aurait tendance à faire basculer la société d'un extrémisme dans un autre. C'est bien ce sur quoi comptent les financiers occidentaux pour s'imposer.

Examinons quelques aspects significatifs du processus en cours.

La situation actuelle

L'aspect dirigiste de la production et de la distribution, plan impératif et organisation des entreprises, depuis le Gosplan jusqu'aux sovkhozes et kolkhozes, a démotivé, progressivement, le travailleur de base et l'a habitué à tout attendre de son supérieur hiérarchique. Cet état d'esprit subsiste. La routine, la résignation, l'absence d'initiatives se traduisent par un gaspillage et une démobilisation qui, ajoutée à la disparition de la crainte, provoque une baisse catastrophique de la production. En Bulgarie, par exemple, le PNB aurait augmenté de 2,4 % en 1988, puis aurait diminué de 0,4 % en 1989, de 13,6 % en 1990 et de 20 % en 1991 (1). Les chiffres sont analogues, quoique moins accentués, dans l'ordre, en Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne et Hongrie. Il en résulte un appauvrissement général qui confine à la disette et même à la famine, pour les déshérités de certaines grandes villes, en raison de la désorganisation volontaire ou involontaire de l'approvisionnement. C'est l'engrenage du marché noir bien connu de ceux qui ont vécu les périodes de guerre. Le chômage, nul en 1989, s'établit entre 6 et 20 % des populations actives. La spirale insolvabilité, diminution de la demande, baisse de la production, accroissement des licenciements, etc… est enclenchée. Les plus forts, les plus malins, les moins scrupuleux, s'en sortent jusqu'à menacer d'envahir les contrées voisines plus prospères ; les autres plongent.

Les solutions générales

Différentes formules d'aide financière à la Russie et autres pays de l'ex COMECON, sont en cours de mise en place. Les représentants des nations du G7 réunis, à Paris, les 11 et 12 avril 1992, ont envisagé un engagement à hauteur de 24 milliards de dollars en leur faveur. Mais les modalités en sont encore à l'étude lorsque nous écrivons. Faisons confiance aux financiers pour que ces sommes reviennent de toutes façons dans les caisses des grands groupes agricoles et industriels de l'Ouest. Comme pour les secours aux PVD l'on pourra affirmer que ce sont toujours les pauvres des pays riches qui aideront les riches des pays pauvres. Mais là, il semble que les créanciers soient encore plus confiants en les capacités futures de remboursement des emprunteurs. Ils comptent bien que les sommes prêtées, qu'ils ont créées ex-nihilo, nous le savons, leur seront retournées accompagnées d'intérêts substantiels. Les nations ex-soi-disant communistes avaient su, tout de même, pratiquer un haut degré de capacités scientifiques et techniques chez leurs habitants. Cela doit leur servir (2).

Autres possibilités offertes : celles des banques et, en particulier, de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est (BERD) dont le siège est à Londres. Elle vient de tenir son Assemblée annuelle le 13 avril 1992 à Budapest. Cette nouvelle institution semble opérante, malgré les sarcasmes provenant en particulier de la presse anglo-saxonne, qui ont accompagné sa naissance. En effet, comment, remarquait-elle, un spécialiste des nationalisations, Jacques Attali, son président, pouvait-il en l'occurrence assurer la privatisation des sociétés de l'Est ? Rien n'est pourtant plus facile en principe que de choisir les entreprises les plus rentables et en prendre un contrôle au moins partiel. Les banques privées savent très bien le faire ; mais peut-être n'appréciaient-elles pas cette nouvelle venue ?

Il semble que les versements venant de l'Ouest sont élevés : 32 milliards de dollars pour l'Europe de l'Est et

79 milliards de dollars pour la CEI (3) dont 25 milliards, seulement, ont été transférés effectivement. Mais diminuées des remboursements de la dette et autres achats, les ressources nettes ont été de 4,4 milliards seulement au total et le solde est même négatif pour la Pologne par exemple !

Les obstacles monétaires

La difficulté de ce commerce fructueux pour certains, réside aussi dans la non-convertibilité du rouble qui ne pourrait être surmontée que par le troc. Mais les organismes financiers qui seraient ainsi court-circuités n'en veulent à aucun prix. L'on envisage un fonds de soutien… L'ennui est que le commerce entre les pays de l'Est eux-mêmes est bloqué, car il se faisait dans la monnaie russe et personne n'en veut plus. C'est d'autant plus gênant que la division du travail était assez poussée entre nations maintenant indépendantes. Les Lada ne trouvent plus leurs moteurs ! La CEE-ONU propose donc la création de monnaies nationales pour remplacer le rouble. Toutefois, le sentiment général dans la population, tellement habituée à lui, est qu'il n'est pas prêt de disparaitre.

L'Ukraine avait envisagé de se doter d'une monnaie propre : la krivna. Cette monnaie, écrit dédaigneusement Françoise Lazare dans "Le Monde" ressemblerait plutôt à celle du jeu de Monopoly. Ce ne sont que des coupons qui *«ne sont pas gagés sur des avoirs pour la simple raison que la Banque Nationale d'Ukraine n'en a pas. Leur valeur est donc fictiv…»* et elle conclut : «*A quand la vraie monnaie ? Au mois de mai prochain, a affirmé le premier ministre ukrainien Vitold Fokine».* Cette journaliste probablement intoxiquée par son cours de *"science économique"* croit encore que les monnaies sont gagées alors que ce sont de simples titres de créance sur la production en cours. Si elle réfléchissait, elle devrait se demander : est-ce que les gages détenus par la Banque de France ou la Réserve Fédérale seraient suffisants pour rembourser la totalité des francs ou des dollars en circulation ? Elle devrait se demander aussi si les "*coupons"* servent vraiment à faciliter les transactions auquel cas ils auraient vraiment atteint leur but essentiel ! Mais ces considérations pratiques dépassent les journalistes dits économistes.

La propriété des moyens de production

Enfin, examinons un peu ce qui pour un esprit étroit constitue l'étape principale du retour au capitalisme : la propriété et en particulier la propriété des entreprises.

Les moyennes et grosses sociétés, celles qui d'après les critères occidentaux sont considérées comme rentables, trouvent rapidement preneurs parmi les possesseurs de capitaux et les firmes désireuses de s'étendre aux marchés orientaux. Zeiss avait son homologue à l'Ouest, Skoda a été racheté par Volkswagen, de préférence à Renault. La chasse est ouverte avec, au bout, l'accaparement de la majorité de l'appareil productif par des firmes et des capitaux étrangers. C'est grave mais, après tout, sur 252 secteurs de l'industrie manufacturière française, seuls 130 sont entièrement détenus par des capitaux nationaux, 35 des autres, à capitaux internationaux, comptent pour le tiers des exportations et la moitié des importations de haute technologie (5). C'est donc bien la haute finance mondiale qui possède les entreprises. Pourquoi pas à l'Est comme à l'Ouest ?

Pour les dirigeants qui s'en inquiéteraient, reste la solution de l'actionnariat populaire. Les essais en ce sens ne semblent pas avoir été concluants. Comme partout, l'actionnaire ordinaire joue et se soucie fort peu de la gestion des affaires dont il est pourtant copropriétaire, donc co-responsable. Il est mal informé par ceux qui en détiennent vraiment la direction, qui tiennent à rester entre eux et finissent forcément par le marginaliser.

Mais à l'Est, comble de malchance, les vrais capitalistes sont rares et seraient, parait-il, malhonnêtes ! Tous les Ceaucescu et Honecker n'ont pas été repérés ! Quant aux Maxwell et autres Trump, si l'on reconnait, dans les milieux bien informés, qu'ils ne sont pas au-dessus de tout soupçon, au moins étaient-ils, dit-on aussi, de bons gestionnaires… Tant qu'ils étaient soutenus par les grandes banques, ajouterons-nous !

Les PME et PMI

Pour terminer, évoquons enfin le sort des petits et moyens commerces et industries. Après avoir recherché, dans les pays où cela avait encore un sens, les anciens propriétaires, mais ils étaient presque tous disparus et leurs droits difficiles à prouver, on se résigna à les vendre. Soit comme en Allemagne de l'Est, par l'intermédiaire d'un organisme adéquat, soit, comme en Tchécoslovaquie, tout bonnement aux enchères. Dans le premier cas, l'équivalent de sept milliards de francs ont été détournés par petits cadeaux et dessous de tables destinés à provoquer la sous-évaluation des entreprises. Il en reste encore plusieurs dizaines de milliers à attribuer, les contrôles ont donc censément été renforcés (6). Bonne chance aux contrôleurs et aux contrôleurs des contrôleurs ! Dans le second cas, la loi tchèque prévoit que priorité est donnée aux nationaux ; mais ceux-ci sont désargentés. Les véritables acquéreurs sont par conséquent soit les hommes de la maffia locale, soit les étrangers, soit les anciens apparatchiks (7). Décidément capitalisme ou prétendu communisme, les brigands sont toujours les rois.

Vivement, pour eux, que les pays de l'Est soient prêts à passer à l'économie distributive !

————-

(1) Source OCDE, CEE-ONU.

(2) Pourtant les créances sur la CEI seraient bientôt considérées comme "à risques" par le ministère des Finances . Mais que les banques se rassurent : 95 % de leurs derniers crédits sont garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE). L'on sait que cette compagnie alimentée par de faibles prélèvements sur les contrats avec l'étranger est toujours en déficit et qu'elle est renflouée en permanence sur le budget général, c'est-à-dire par le contribuable.

(3) Selon le rapport de la commission économique de l'ONU pour l'Europe (CEE-ONU), en date du 5-4-92. Sommes valables de juin 90 à juin 91 pour l'Europe et de septembre 90 à janvier 92 pour la CEI.

(4) 11-2-92

(5) D'après "Le capital partagé" de J.J. Fougerat. Encore faudrait-il savoir si la nationalité des capitaux est établie. Nous en doutons.

(6) France-Info 9-4-92

(7) "Le Monde" 1-10-91

Psychologie du conservatisme - 3

par Pierre Herdner

Le traditionaliste et le faux réaliste

Les deux types que je vais décrire manifestent avec une accentuation quelque peu caricaturale, mais diversement nuancée, les traits généraux de la mentalité conservatrice, tant au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel. De même que l'on a pu définir certains types psychologiques normaux en les rapprochant des formes pathologiques qui en sont l'exagération, ils nous permettront sans doute de mieux cerner et comprendre le conservatisme en général.

J'ai souligné dans la pensée du conservateur le conditionnement par les idées du milieu et le schématisme qui fausse tous les problèmes. Le traditionalisme manifeste surtout le premier de ces traits, et le faux réalisme le second. Le traditionalisme est vieillot et ridicule, le faux réalisme est irritant et méprisable.

Le traditionaliste

Le traditionaliste (1) accentue à l'extrême la limitation des horizons du conservateur à un univers clos. Il s'agit ici d'un conservatisme viscéral, lié à la conviction d'appartenir à une classe sociale définie comme la *"bonne société"*, ainsi qu'à une nation au passé glorieux. Les préjugés qui règnent dans son entourage sont des dogmes qu'aucune critique ne saurait atteindre. Il semble que la conformité aux opinions de son milieu constitue pour lui le critère de la vérité. Dès lors, il n'y a plus de problèmes, il n'y a que des évidences.

Ne soyons pas trop sévères pour les traditionalistes, car ils font preuve bien souvent d'une grande honnêteté, et leur vie familiale et professionnelle ne mérite que des éloges. S'ils soutiennent une politique de droite, c'est qu'elle représente pour eux *"le bien"*. Il est plaisant de les opposer au méphistophélisme : alors que le Méphistophélès de Goethe se définit lui-même comme une force *"qui toujours veut le mal et toujours crée le bien "*, ils ne cessent, tout à l'inverse, croyant faire le bien, de contribuer au mal !

Le faux réaliste

Le réalisme authentique, fait d'objectivité et de logique, ne court pas les rues, mais le faux est d'une extrême banalité. Il imprègne une partie importante de l'opinion et il séduit même - on peut s'en étonner - bien des personnes intelligentes qui ne dédaignent pas d'en répéter les fades lieux communs.

La thèse des *"réalistes"* - entre guillemets bien sûr - est fort simple : il est vain d'entreprendre la moindre action en faveur d'un progrès substantiel, parce que les imperfections humaines la rendraient inefficace. La recherche elle-même est jugée inutile.

Niant l'existence ou l'importance des forces saines, ils se gardent bien de les aider. Leur pessimisme très conventionnel sonne faux, et on devine quelles sont les motivations secrètes de leur confortable immobilisme s'ils se gratifient en insinuant qu'ils sont supérieurs à la fois aux êtres foncièrement mauvais d'où vient tout le mal et aux *"naïfs"* qui tentent de leur faire contre-poids, ils se sécurisent en rejetant toute idée de responsabilité.

On pensera peut-être que j'ai tort de ranger les *"réalistes"* parmi les conservateurs, vu que bien souvent, se désintéressant de la politique, ils ne professent aucune opinion. Ce serait là une erreur. On trouve chez eux des éléments essentiels du conservatisme : la pensée schématique et simplificatrice, et la conviction qu'une évolution bénéfique des sociétés est impossible. En fait, d'ailleurs, c'est le plus souvent à la droite que profite leur immobilisme.

En dépit de certaines convergences, la pensée du *"réaliste"* diffère, sur des points essentiels, de celle du traditionaliste. Le bouc émissaire qu'il rend responsable de tous nos maux n'est pas l'ennemi du pays ou le contestataire de gauche, mais *"l'homme"* en général ; une opinion qui, du reste, fourmille d'erreurs et d'illogismes (2).

Les personnalités sont toujours complexes, et le *"réaliste"* aura souvent des qualités que nous apprécions. Mais dans la mesure où nous considérons les traits que j'ai décrits, il nous est fort antipathique. Bien plus que le traditionaliste. Car si le traditionaliste peut être un lutteur, le *"réaliste"* a choisi l'inaction. C'est un mou et un tiède. *"Parce que tu es tiède, et que tu n'es ni bouillant, ni froid, je te vomirai de ma bouche"* (3).

Conclusion

En songeant plutôt, comme je l'ai dit au début, au grand public qu'aux hommes politiques, j'ai caractérisé la mentalité du conservateur par une logique et une morale également peu exigeantes, et qui le rendent tolérant aux aberrations de notre société.

J'ai coutume de définir la maturité, dont le summum est la sagesse, comme la synthèse d'une logique rigoureuse et d'une juste appréciation des valeurs. La double déficience de l'esprit conservateur le fait donc apparaitre comme un manque évident de maturité.

Mais cette étude montre aussi que l'opinion courante, même quand elle croit pouvoir se situer à gauche, reste toujours conservatrice à quelque degré.

Elle nous incite également à la vigilance. Le véritable homme de gauche doit éviter toute déviation qui pourrait ressembler à un conservatisme. Il doit se garder en particulier de la tentation de formuler en termes définitifs une doctrine trop rigide. Cet idéal est difficile à atteindre, et la gauche authentique ne sera longtemps qu'une petite élite, dont la vocation est d'agir comme un ferment au sein de la société actuelle.

——

(1) On m'objectera peut-être que le traditionalisme concerne le conservatisme en général. Je ne parle dans cet article que de la forme la plus accusée de cet esprit.

(2) Le principal de ces illogismes est dû à l'idée très schématique que le *"réaliste"* se fait de l'homme. Incriminant →

Les écologistes et l'économique

par Henri MULLER

Longtemps marginalisés, souvent divisés par leurs querelles internes, les écologistes ont-ils aujourd'hui le vent en poupe ?

Trouble-fête, leur groupe de pression pose problème aux états-majors de la politique et de la finance. Ne lancent-ils pas tant au capitalisme qu'au socialisme un fracassant défi : défi au capitalisme gaspilleur tirant profit de tout, défi au socialisme prisonnier d'une règle du jeu postulant le plein emploi dans l'expansion de l'énergie?

En prenant ainsi le leadership d'une campagne anti-gaspillage, les écologistes menacent directement un système économique auquel, justement, les gaspillages procurent un ballon d'oxygène dans un marché déjà anémié qui va se contractant. Mais comment limiter les gaspillages sans nuire à l'emploi, au revenu de tant de petites gens ? Dissocier les revenus de la durée, de la permanence du travail ? Une utopie ? On en reparlera.

Dans leur marche à l'étoile, les écologistes partent sans bagage, estimant vain de s'encombrer d'instruments économiques adéquats, comptant sur leur seule foi pour surmonter les obstacles, pour ramener les pêcheurs à résipiscence.

C'est oublier que notre système économique au sein duquel ils entendent déployer leur action, s'articule autour du profit et que le profit est souvent gaspilleur, injuste, amoral, dévoreur d'espace, destructeur de l'environnement et de la qualité de la vie. Alors, à quoi bon contester pour simplement réformer, si le ver est dans le fruit ?

Les écologistes veulent changer la vie mais sans rien changer au fondement d'un système qui, pour durer, doit la détruire un peu partout. Ils trouveront, en travers de leur route, la Finance omnipotente avec ses lobbies, ses hommes de main, ses mercenaires, ses médias, sa contre-propagande, soucieuse de ne pas ralentir la croissance, de produire et vendre n'importe quoi à n'importe qui. Il est irréaliste d'escompter balancer sur la touche, d'un coup de gueule ou de plumeau, en manifestant et en contestant, les grands des industries nucléaire, automobile, pétrolière, les fournisseurs de la défense, les ténors de la publicité, de l'aménagement, de l'immobilier, sans déclencher une réaction de nature à rendre inopérantes les actions entreprises.

Pourtant existe une recette, connue de longue date, propre à museler une telle réaction de la manière la plus radicale. Elle consisterait à changer la nature, le rôle de l'outil monétaire pour en faire une *"monnaie de consommation"* distribuée en guise de revenu, une monnaie s'annulant à l'achat, non transférable, un revenu gagé par le flux des approvisionnements mis à la disposition des consommateurs à de *"bons prix"* (1).

Alors tout, absolument tout change : la règle du jeu, les rapports entre employeurs et salariés, les genres de vie, les comportements sociaux, le rôle de l'emploi. Libérée de ses freins financiers, des exigences du profit et de ses gaspillages, la production change d'objectifs et d'échelle : réduction de la durée du travail par individu, sécurité du revenu, pouvoir d'achat très amélioré, moins de soucis pour chacun, des loisirs cultivés, approvisionnés en suffisance.

Il est temps pour les écologistes désormais admis à siéger dans les assemblées, au sein de leurs commissions, de promouvoir cette mutation économique et monétaire, indispensable pour atteindre leurs buts.

— —

(1) — à produits et services rares : prix élevés,— à produits et services abondants : prix bas ou nuls. Les *"bons prix"* s'établissent par approches successives (paliers de baisses ou de hausses) à la limite de rupture des réapprovisionnements, de façon à équilibrer , empiriquement, l'offre et la demande. (Extrait du *"projet de société pour demain"*).

(suite de la page précédente)

à tout propos, qu'il s'agisse du profit ou de la guerre, la nature humaine, dont il ignore d'ailleurs la complexité, il omet le rôle essentiel des facteurs culturels, autrement dit l'influence des institutions, des structures, des coutumes, des traditions, des jugements de valeur collectifs.

Ce n'est pas à "l'homme" qu'il convient de se référer, mais à la société, définie par une culture et siège d'une évolution. Car si la nature humaine ne varie guère, le propre d'une culture vivante est d'évoluer. De la bonne orientation et de la rapidité de cette évolution, les courants d'opinion sont responsables.

Le vrai drame de Furiani

Omniprésent : le profit avec ses exigences. Il fallait des recettes conséquentes pour payer les faramineux salaires des joueurs, les frais et faux-frais des organisateurs. Quant à l'entreprise chargée des travaux, elle n'allait pas perdre le bénéfice d'un pareil marché. On ne cesse de nous rabâcher l'attachement des entreprises au sens des responsabilités. On a vu ! C'était au maître d'oeuvre, aux ingénieurs de tirer la sonnette d'alarme, de refuser de s'associer à un travail pareillement bâclé, contraints d'utiliser des matériaux et une main-d'oeuvre de fortune afin de tenir les délais.

Mais pouvaient-ils aller contre les intérêts de leur employeur ? Un risque était à courir. Ils l'ont pris en connaissance de cause. Leur part de responsabilité est certaine mais il convient de la situer dans le cadre de *"la règle du jeu"*. Le monde de l'argent est ancré dans le profit. Ses victimes sont innombrables. Les guerres qu'entretiennent le commerce des armes et la nécessité d'évacuer les surplus industriels et miniers, remplissent les cimetières. Concurrence et compétitivité multiplient le nombre des chômeurs, emplissent hôpitaux et asiles.

L'éradication du profit ne sera pas chose facile à moins de faire appel à une autre *"règle du jeu",* à de nouveaux usages monétaires, à une forme de socialisme…à monnaie de consommation ; un modèle pourtant prêt à l'emploi. .H M.

CONFÉRENCES-DÉBATS

"Défense de l'Homme"

salle de la Libre Pensée
10, rue-des-Fossés-Saint-Jacques
75005 Paris

Lundi 15 juin à 19 h 30 :

Le fédéralisme politique

par Guy Marchand

Le Capitalisme dans tous ses éclats

La conférence-débat sur *"Le capitalisme dans tous ses éclats"* donnée par notre ami André Prime au*"Club de l'Homme"*, le 18 mai, s'est déroulée dans la petite salle de la Libre Pensée entièrement rénovée. Un certain nombre de distributistes de la région parisienne avaient répondu à l'invitation malgré la coquille (erreur de date) de l'annonce dans la Grande Relève de mai.
Le conférencier a pris "*éclat"* dans ses deux sens quasi opposés :

1. éclat : brillance, gloire
2. éclat : brisure, scandale.

Dans la première partie, A. Prime a abondamment cité quelques auteurs et journalistes chantres de la victoire définitive du capitalisme après l'effondrement des pays de l'Est : Alain Cotta, Alain Minc, Michel Albert ; Jean-François.Kahn et Jean-Francis Held de *l'Evénement du Jeudi* et même Jean-Denis Bredin. Mais il a montré que les plus *"réalistes"* mettaient tout de même un bémol à cette victoire.

Dans la deuxième partie, furent examinés deux aspects importants des *"brisures"* capitalistes :

1. Danger du monde unipolaire créé par la défaite du communisme avec l'hégémonie américaine confirmée cyniquement dans deux rapports officiels américains.
2. Société duale développée et aggravée depuis 1973 (premier choc pétrolier)

— Au niveau Nord-Sud : 500 millions de riches pour près de 5 milliards de pauvres avec développement démographique inquiétant dans les pays pauvres.
— Au sein des pays riches : France, 400.000 chômeurs en 1974 ; 1,7 million en 1981 ; près de 3 millions en 1992, malgré la retraite à 60 ans, les TUC, SIVP, etc.

Conclusion : "*Nous sommes tous embarqués sur le Titanic, même si certains voyagent en première classe."* (Susan George dans *"Jusqu'au cou"*)

bloc-notes

Associations et Revues

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d'une **E**conomie **N**ouvelle*
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE
4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Llaison et Action
COntre la FAim
4, sq.du-Nouveau-Belleville,
75020 PARIS

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES
Sciences-culture
prépare un numéro spécial
où il sera question d'économie distributive
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE
BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE
11, rue du Monnel
7500 TOURNAI Belgique

*

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

L'écologie ou le capitalisme

par Alain LAVIE

La planète souffre ; tout son organisme, si longtemps équilibré et qui ne subissait que des fluctuations lentes pour lesquelles l'adaptation fut sans problèmes majeurs, est perturbé par un de ses occupants sans doute le plus jeune, dont l'évolution, jusqu'à présent assimilable, s'est transformée en une véritable crise d'adolescence. Par l'importance et la violence de ce bouleversement, par ses agissements, ses passions et son inconscience, l'humain met en péril la grande famille dont il fait partie. Réalité qu'il semble vouloir fuir, du moins jusqu'à présent.

Crise d'adolescence ?

Tel un grand enfant gâté, cette crise pubertaire l'amène à plonger dans l'égoïsme, à se prendre pour le nombril du monde, à croire que tout lui est permis. Il se considère tellement différent de tous les êtres faisant partie de son environnement, qu'il s'imagine détenteur d'un attribut divin, d'une particularité unique qui le rend maître de toutes choses et ayant-droit de toute exploitation sur les ressources *"mises à sa disposition"*. Or de tels égarements accumulés lui procurent, par *"effet boomerang",* des désagréments de plus en plus nombreux. La planète souffre car elle ne peut plus compenser les multiples déséquilibres engendrés par son vilain rejeton, et tous ses habitants subissent de graves perturbations.
Heureusement, un nombre croissant d'humains, conscients du malaise et des risques encourus, tirent la sonnette d'alarme. Son tintement, lentement mais sûrement, atteint les esprits.
Seraient-ce les signes avant coureurs de la maturité ?

Difficile sagesse

… Ils mettent en évidence la haute responsabilité qui incombe à l'espèce humaine : elle possède le pouvoir d'anéantir ce mystère fabuleux qu'est la vie, phénomène incroyable, apparu sur une planète minuscule flottant dans un univers apparemment indifférent. L'humain s'éveille face à cette immense réalité, à la fois ému par l'importance de la place qu'il occupe, mais aussi rebuté par le rôle que cette situation l'amène à tenir. Ayant le pouvoir de détruire, il peut aussi avoir celui d'entretenir, de protéger, de garantir. Rôle certainement plus complexe, mais ô combien plus enrichissant ! Il va lui falloir, dorénavant, choisir parmi ses desseins ceux qui tiennent compte de l'écosystème et ne perturbent ni son équilibre, ni sa faculté d'adaptation. Préoccupation qui demande un juste dosage de sentiments et de raison et qui s'appelle sagesse.
Difficile pour certains d'abandonner le libertinage du monde occidental. Mais d'autres n'auront sans doute jamais le loisir de se laisser bercer par cette grisante sensation de toute-puissance, rivés qu'ils sont, pour le moment, à la misère sous tous les aspects... Ainsi, au coeur de la société humaine, il y a d'un côté, ceux qui s'accrochent à leurs privilèges et de l'autre côté, ceux qui trouvent qu'il est temps de penser un nouvel art de vivre en accord avec l'environnement.

Conflits en perpective

Deux aspirations, deux éthiques s'opposent donc aujourd'hui, le capitalisme ou plutôt l'économie dite libérale et la protection de l'environnement, le souci de la nature. D'un côté, se dressent les partisans des intérêts particuliers, les conservateurs de l'esprit d'entreprise individualiste. De l'autre, chaque jour plus résolus, conscients de participer à une nouvelle croisade pour une cause morale, mais aussi nécessaire, les défenseurs du patrimoine, protecteurs d'une richesse partagée entre tous. Cet affrontement sera la principale préoccupation de l'humanité dans les prochaines années. Confrontation rude, acerbe, entre des concepts si différents, et qui générera, sans aucun doute, de nouvelles institutions sociales. Il faudra échapper, bien entendu, aux pièges des récupérations, des dérives possibles comme la guerre, la dictature ou tout mouvement religieux.

La recherche d'un pouvoir

L'organisation économique actuelle a pour objectif le profit réalisé en vendant la production. Profit qui prétend stimuler les initiatives. Ce système est censé distribuer les ressources d'existence à chacun en contrepartie d'un travail.
Mais l'objectif suprême demeure le gain du pouvoir individuel que l'argent permet d'obtenir. Ainsi, l'homme pour l'homme n'est qu'un moyen qu'il utilise pour parvenir au pouvoir.

Produire, produire

Seule préoccupation, leitmotiv de la société capitaliste : produire, toujours produire et pour cela, exploiter inconsidérément les ressources par une gestion à court terme. Ce système crée une énorme disparité des moyens d'existence. La concurrence entre les membres de la société produit une sorte de chantage, l'acceptation des conditions permettant seulement l'accès au bien-être matériel. Chacun se retrouve prisonnier, soit du profit de son entreprise, soit de son travail productif à l'affût d'un gain hiérarchique. Et la consommation dispensatrice de plaisirs brefs et superficiels le plus souvent, est le témoignage du statut social. Les préoccupations d'ordre collectif ou intéressant l'environnement, n'occupent qu'une place subalterne.

Conditionnement

... Le système capitaliste conditionne l'individu à l'arrivisme, à l'intérêt personnel. Il suffit d'établir un bilan

des résultats : des guerres infernales, des génocides de peuples comme les peaux-rouges, les juifs, … une inconcevable cruauté, la misère au cœur de l'opulence injurieuse, le gâchis le plus obscène.... Triste éthique ! Et surtout dangereuse. L'homme d'aujourd'hui doit se libérer de cette psychose ridicule, de cette passion absurde dont déjà les Grecs se défiaient avec sagesse. Les objectifs du capitalisme sont devenus complètement incompatibles avec l'équilibre de la planète.

Politiciens paralysés

Tout témoin d'anomalie, de problème écologique, tout promoteur de projet de protection de la nature est tenté d'en référer aux responsables politiques qui, élus, sont normalement considérés comme les porte-parole des revendications populaires auprès des autorités. Loin s'en faut. Dans leur grande majorité, les hommes politiques sont liés aux partis, eux-mêmes subventionnés par des privilégiés du système, soucieux de garantir leurs statuts, leur pouvoir, donc les institutions établies. Comment imaginer qu'un individu se retourne contre celui qui lui assure sa situation ? Ainsi l'alliance du capitaliste-technocrate et du politicien demeure solide Attendre des politiciens un changement d'orientation structurelle de notre société est donc utopique.

... Prendre en compte l'environnement revient à nuire aux desseins de l'économie actuelle. L'opposition des intérêts est nette. L'intérêt collectif lié à l'écologie s'oppose radicalement à l'intérêt individuel recherchant le profit mercantile. Même si des tentatives de récupération existent çà et là, de la part de certains mécènes à la recherche de bons rapports publicitaires, il paraît inconcevable que le régime capitaliste puisse s'adapter aux nécessités imposées par l'écologie. Et l'idée que le capitalisme est le seul moyen de gestion des sociétés humaines, le mieux adapté *"aux faiblesses humaines"* (ce sont ses inconditionnels qui l'affirment) s'est renforcée considérablement depuis l'effondrement de l'économie *"capitaliste d'Etat"*, dite *"socialiste"*.

Le choc est inévitable entre les écologistes, protecteurs de l'environnement, promoteurs d'une nouvelle éthique et les réactionnaires, les conservateurs d'un régime qui a eu, certes, ses heures de gloire, mais qui s'avère aujourd'hui complètement inadapté. En témoigne la *"crise"* durable qui le frappe. La survie de l'humanité et celle de la planète sont en jeu. Les préoccupations sur l'environnement proférées par les politiciens *"encapitalisés"* de tous bords ne peuvent plus nous leurrer. Elles ne sont en réalité que du racolage électoral.

Le seul espoir…

Les actions envers la santé de la planète ne seront vraiment sérieuses que le jour où un nouveau système économique sera mis en place, réellement démocratique, libre et égalitaire au niveau de la distribution des biens de consommation. C'est par une nécessité économique que le capitalisme s'est imposé sur le système féodal, c'est par une autre nécessité que le capitalisme doit céder devant un système distributif soucieux d'une juste répartition des biens matériels suivant les besoins de chacun, dont les institutions impliquent le respect de l'environnement et de nouvelles motivations.

…pour la nouvelle génération

La jeune génération est en mal d'idéal. Un nombre croissant de ses membres renient le productivisme, la rentabilité à tout prix, la consommation en aveugle. Ils sont prêts à se lancer dans une autre aventure, passionnante et utile. L'écologie, le secours aux démunis et à la planète sont en passe de les mobiliser, malgré le conditionnement toujours pressant des institutions capitalistes. Les prochaines décennies vont s'avérer de toute première importance.

Bataille entre deux idéologies. L'une a déjà plusieurs fois sacrifié des millions d'humains pour garantir sa survie. L'autre peut être la sauvegarde de notre planète et un pas de plus de l'humanité vers la maturité.

Provocation, humour, révolte, sensualité,

le théâtre précurseur des années 60

Micberth et le théâtre en question

avec les dégagements autobusiaques

par Gérard Lecha

pour découvrir une expérience existentielle et scénique unique , commandez dès aujourd'hui votre exemplaire à
RES UNIVERSIS,
10, rue R. Salengro,
80320 CHAULNES

Souscription permanente

"Pour que vive la Grande Relève"

Mme Fleckinger 170 - L. Guerry 80 - P. Maffre 80 - Cl. Beun 105 - D. Bloud 110,43 - Mme Lahens 300 - Mme Casanova 330 - A. Bruniaux 30 - Mme Escurpeyrat 1.000 - H. Hesto 230 - P. Béné 100 - R. Boudot 40 - J. Donadio 80 - J. Célestin 30 - Mme Bourdoiseau 55 - Mme Hingant 180 - Melle Théric 80 - Mme Fabre 50 - A. Dauteau 30 - Ch. Coulon 200.

Total 3.280,43 F.

Merci à tous !

Je n'ai pas assez de temps pour vous écrire comme je voudrais mais je tiens à ce que vous sachiez que j'attends toujours la "Grande Relève" avec impatience car elle est pour moi le maillon de plus en plus important de cette chaine de bonheur et de paix que nous devons à tout prix maintenir de plus en plus forte et que nous devons faire connaitre, car le moment est venu de montrer aux hommes les voies qu'ils recherchent de plus en plus anxieusement. Je m'efforcerai toujours de trouver par vos articles l'inspiration claire pour exposer aux autres ce qu'est l'économie distributive comme le faisait si simplement mon père. Je me sens bien de mes choix et le fait que tous ceux-ci se rejoignent maintenant me dit que nous sommes sur le bon chemin, les citoyens du monde, l'espéranto, la protection de notre planète, tout se rejoint naturellement et je souhaite à tous de rencontrer une telle harmonie intérieure au niveau des idées. Le plus dur après, c'est la réalisation !

Merci encore, je vous soutiens avec mes petits moyens car je ne pourrais vous apporter gros par un quelconque article...

J.C., Castelsarrasin

Notre réponse : Ces encouragements nous vont droit au coeur.

***

Pourrais-je savoir si Europe 99 est réellement décidée à agir dans le sens de l'Economie distributive ? (j'ai relevé le nom de Marie-Louise Duboin, mais pas le nom de notre association dans la liste des mouvements associatifs).

Vraiment impuissante à agir, je ne peux que répéter ce que je vous ai déjà écrit : toucher les têtes, je pense en particulier à Martine Aubry.

Y.T., Vanves

Notre réponse : La question que vous soulevez s'adresse à Europe 99, dont le principal animateur, Jacques Robin, a fort bien répondu récemment à Martine Aubry à propos de la réforme du travail dans la revue Transversales.

***

J'apprécie les articles qui paraissent dans la Grande Relève que je lis toujours entièrement, celui de Marie-Louise Duboin et surtout celui d'André Prime (N° 909) : pression politique.

Je ne suis pas très politique, mais cet article prévoit une évolution qui vient malheureusement de se confirmer par les résultats des dernières élections.

L.C., Saint-Tropez

***

Beaucoup de véritables pacifistes ont mis longtemps avant de réaliser que la paix ne peut exister tant que le système du profit régnera. L'idée chemine, comme vous voyez.

C'est d'ailleurs un cercle vicieux car rien de bon ne peut se faire s'il y a la guerre. Nous cherchons donc à briser ce cercle.

T.C., Boulogne

***

La transition vers l'économie distributive exige une transformation des habitudes et des comportements. Ceux engendrés par l'économie capitaliste ne seront plus adaptés. L'ED exige des citoyens informés et vraiment responsables. L'obstacle à franchir est là !

Le principe de redistribution est contenu dans le versement chaque mois des prestations familiales. Aussi, pourquoi ne pas le réintroduire différemment en augmentant leur montant sous forme de bons d'achat ? Le lait en poudre, les couches et le matériel de puériculture grèvent de beaucoup le budget des familles. Certaines d'entre elles dépensent les prestations familiales pour d'autres usages (crédit auto par exemple). Assistant social sur secteur, je suis au coeur de ces problèmes de gestion du budget familial. Il arrive souvent de donner du lait, des bons d'achat du CCAS ou du Secours Catholique. L'apport des prestations familiales est très insuffisant voire dérisoire. Institutionnalisée par les CAF, cette monnaie offrirait de nombreux avantages. Elle permet en particulier d'évaluer précisément les dépenses des jeunes ménages avec enfants et de contrôler que celles-ci sont bien affectées à leur entretien.

Après expérimentation,, ces bons d'achat peuvent s'étendre à d'autres postes de dépenses comme l'électricité. Cette monnaie aiderait de beaucoup les familles à l'éducation économique et sociale en leur permettant de distinguer leurs différents postes budgétaires, ce que la monnaie courante ne permet pas si l'on n'est pas averti.

Aussi est-il nécessaire d'ancrer l'économie distributive sur un terrain social par expériences, prêt à la recevoir.

M.T., Fécamp

***

Initiative

Notre camarade E. Barreau, du Pellerin, (Loire atlantique), a écrit à François Mitterrand pour lui faire part de sa déception et lui proposer de transformer le RMI en revenu social maximal pour tous.

Voici la réponse qu'il a reçue:

Votre lettre est bien parvenue à Monsieur le Président de la République. Chargé de vous répondre, je vous indique que, lors du dernier Sommet européen de Maastricht, la France a obtenu ce qu'elle souhaitait sur des points essentiels : l'union économique et monétaire, l'union politique et l'amorce d'une force de sécurité commune.

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir qu'en faveur des travailleurs et des plus démunis, d'importantes mesures ont été prises afin de faire respecter leurs droits et leurs aspirations légitimes à une vie meilleure.

Certes, comment ne pas être d'accord avec vous, des difficultés demeurent. C'est ainsi que le déclarait le Chef de l'Etat le 10 mai (?) : «Mes regrets sont de n'avoir pu réduire autant que je l'aurais voulu les inégalités sociales, mais nous ne sommes pas encore au terme».

Signé P.O. Jean-Yves Caullet.
Chargé de Mission

Cette lettre dilatoire est-elle bien à la hauteur des problèmes à résoudre ?

◊ Pour votre propagande,

**** la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..
(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, ***"Les yeux ouverts"*** est épuisée).

**** une brochure à faire lire :***

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◊ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.
(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◊ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◊ Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris